

## Points saillants de la situation dans la région MOANAP

Les perspectives à court terme pour la région MOANAP sont dominées par des facteurs géopolitiques et l'évolution des cours du pétrole. Les incertitudes régionales engendrées par les conflits complexes en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen pèsent sur la confiance. Le bas niveau des cours du pétrole freine aussi l'activité économique dans les pays exportateurs de pétrole. Quand aux pays importateurs de pétrole, ils bénéficient de la diminution des cours du pétrole et des réformes économiques ainsi que de l'amélioration de la croissance de la zone euro. Globalement, la croissance économique de la région MOANAP restera modeste cette année, puisqu'elle sera de 2½ %, taux inférieur de ½ point aux projections de mai 2015 du FMI. Selon les projections, la croissance économique devrait s'accélérer et atteindre 4 % l'année prochaine, grâce notamment à l'amélioration des perspectives pour l'Iran, à un redressement de la production et des exportations de pétrole, et à l'atténuation supposée des conflits régionaux. Cependant, une incertitude considérable entoure les projections pour l'an prochain. En outre, de vastes réformes structurelles seront indispensables pour améliorer durablement les perspectives économiques de la région.

### Pays exportateurs de pétrole : plombés par la baisse des cours du pétrole et les conflits

L'assainissement des finances publiques engagé dans les pays du CCG ralentit leur croissance économique, tandis que les conflits en cours pèsent sur les perspectives des autres pays exportateurs de la région MOANAP. La croissance économique du CCG devrait descendre à 3¼ % cette année puis à 2¾ % l'année prochaine, contre 3½ en 2014. La baisse des cours du pétrole a pour effet de réduire la croissance économique du secteur non pétrolier, notamment en raison de l'ajustement budgétaire effectif ou attendu, même si cette évolution est compensée en partie par l'augmentation de la production, en particulier en Arabie saoudite. Parmi les pays exportateurs de pétrole hors CCG, le conflit au Yémen et le ralentissement de l'activité en Iran — qui ne bénéficie pas encore pleinement du déblocage des négociations P5+1 — ont conduit l'économie au point mort. L'amélioration supposée de la sécurité et l'apaisement des conflits, conjugués à l'atténuation prévue des sanctions contre l'Iran, pourraient faire monter la croissance économique en dehors du CCG à environ 5 % en 2016 et au-delà.

Ces projections sont entourées d'une grande incertitude qui tient essentiellement à l'évolution future des cours du pétrole et aux perspectives de règlement des conflits régionaux. En ce qui concerne le pétrole, les risques qui pèsent sur la croissance économique mondiale ont augmenté, en raison notamment de la possibilité que le ralentissement de l'activité en Chine et dans d'autres pays émergents s'accroisse sur fond de volatilité accrue des marchés financiers, tandis que, du côté de l'offre, les perspectives de production pétrolière en Amérique du Nord, et encore plus en Iran, demeurent incertaines. Si les conflits devaient durer plus longtemps que prévu, ils ralentiraient la croissance dans les pays concernés, ce qui aurait des retombées négatives sur la région et au-delà. Du côté positif, avec la fin des sanctions, l'Iran pourrait enregistrer une croissance plus forte si les responsables politiques entreprennent des réformes complémentaires. Les risques pour les secteurs financiers des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP se sont accentués, car la baisse des cours du pétrole ralentit la croissance des dépôts et, dans certains cas, du crédit. Les systèmes bancaires sont en général bien armés pour résister à ces pressions, même si çà et là certaines déficiences existent.

La chute des cours du pétrole a rendu d'autant plus urgent pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP d'ajuster leurs politiques budgétaires. En 2015, les déficits budgétaires devraient être de l'ordre de 13 % du PIB dans les pays du CCG et 12 % dans les pays hors CCG. Étant donné que, selon toute

vraisemblance, la chute des cours du pétrole est due en grande partie à des facteurs persistants, les pays exportateurs de pétrole devront ajuster leurs politiques en matière de dépenses et de recettes pour maintenir la viabilité des finances publiques, assurer l'équité intergénérationnelle et reconstituer progressivement leur marge de manoeuvre. Le rythme de l'ajustement devrait dépendre de l'existence d'amortisseurs financiers et d'un espace budgétaire, et les mesures prises pour rééquilibrer les finances publiques devraient être conçues de manière à nuire le moins possible à la croissance économique. Les mesures d'ajustement envisagées actuellement dans la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont insuffisantes pour répondre aux grands enjeux budgétaires.

La baisse des cours du pétrole conduira les gouvernements à ralentir les dépenses publiques, ce qui rend d'autant plus nécessaire de prendre des mesures pour soutenir la diversification du secteur privé. À l'horizon 2020, environ 10 millions de personnes devraient arriver sur le marché du travail dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, mais, disposant de ressources financières limitées, les gouvernements n'auront guère les moyens de créer des emplois dans le secteur public. Pour encourager la création d'emplois dans le secteur privé, il est indispensable d'améliorer encore le climat des affaires, en incitant davantage les nationaux à travailler dans le secteur privé et en améliorant la qualité de l'éducation afin que les compétences des travailleurs correspondent mieux aux besoins du secteur privé.

## **Pays importateurs de pétrole : la reprise se confirme mais d'autres réformes sont nécessaires pour créer des emplois**

La reprise économique des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP s'accélère. Après être restée au niveau modéré de 3 % pendant cinq ans, la croissance économique devrait atteindre 4 % en 2015 et 2016. La baisse des cours du pétrole, l'amélioration de la croissance dans la zone euro, les progrès de la stabilisation politique et les réformes économiques sont autant de facteurs qui commencent à avoir des effets positifs sur la confiance, l'investissement et les exportations. Cependant, le rebond de l'activité économique est freiné par les retombées des conflits dévastateurs en Irak, en Libye et en Syrie — cela est vrai en particulier pour le Liban —, qui se traduisent par l'intensification de l'insécurité et des tensions sociales. Les goulets d'étranglement de l'appareil productif et la vigueur des monnaies locales continuent de peser sur la compétitivité et la croissance de la productivité. Le chômage reste au niveau élevé de 11½ % et de larges segments de la population ne bénéficient pas de la croissance économique.

Plusieurs risques d'origine intérieure et extérieure assombrissent les perspectives. L'amélioration insuffisante de l'emploi et des niveaux de vie risque d'aggraver les frictions sociopolitiques, et des revers compliquant les transitions politiques et la mise en oeuvre des réformes pourraient compromettre la reprise naissante. L'aggravation des conflits régionaux amplifierait leurs retombées négatives. L'intensification des récentes turbulences sur les marchés financiers, ou un ralentissement plus prononcé de l'activité en Chine, pourrait se traduire par une diminution des ressources disponibles pour financer les infrastructures. Si le ralentissement de l'activité en Chine déborde sur d'autres pays émergents, la zone euro et, par le biais d'une nouvelle baisse des cours du pétrole, le CCG, les exportations, le tourisme, les envois de fonds et les soutiens financiers pourraient s'en ressentir. Si la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis déclenche un accès de volatilité sur les marchés financiers, les conditions de financement pourraient se resserrer plus que prévu. Du côté positif, une nouvelle baisse des cours du pétrole aurait un effet bénéfique sur la croissance économique.

Dans ce contexte difficile, il est impératif de renforcer la dynamique de réforme. L'assainissement progressif des finances publiques devrait être poursuivi de manière à ce que la structure de la dette soit viable et à renforcer les amortisseurs financiers. La marge de manoeuvre créée par la baisse des cours du pétrole peut aider à accroître les dépenses de nature à stimuler la croissance, telles que l'investissement public, qui

reste inférieur aux niveaux généralement observés dans les autres pays émergents et en développement. La réduction du déficit peut avoir un effet négatif moindre sur la croissance économique si elle est ciblée sur certains types de recettes — suppression des exonérations fiscales, plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu et meilleure perception de l'impôt — et si elle s'appuie durablement sur la réorientation des dépenses prioritaires en faveur d'une aide sociale ciblée, de l'investissement, de l'éducation et des soins de santé, plutôt que des subventions énergétiques généralisées. Une plus grande souplesse du taux de change contribuerait à rehausser la compétitivité. Des réformes structurelles — portant en particulier sur les entreprises, le commerce, le marché du travail et le marché financier — sont nécessaires pour encourager l'expansion du secteur privé et la création d'emplois.

## Région MOANAP: Principaux indicateurs économiques, 2000–16

(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–11	2012	2013	2014	Projections	
					2015	2016
<b>MOANAP<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5.3	5.0	2.3	2.7	2.5	3.9
Solde extérieur courant	9.0	12.0	10.2	5.6	-3.6	-4.3
Solde budgétaire global	2.8	2.4	-0.1	-3.0	-11.0	-9.4
Inflation (progression annuelle)	7.2	10.1	10.0	6.9	6.2	5.6
<b>Exportateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5.5	5.9	1.9	2.6	1.8	3.8
Solde extérieur courant	12.9	17.3	15.2	8.9	-3.4	-4.3
Solde budgétaire global	6.7	7.3	4.2	-0.8	-12.7	-11.1
Inflation (progression annuelle)	7.4	10.4	10.4	5.8	6.0	5.1
<b>Dont: Conseil de coopération du Golfe</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5.8	5.9	3.2	3.4	3.3	2.8
Solde extérieur courant	16.4	25.0	21.6	14.8	-0.2	-2.5
Solde budgétaire global	10.8	13.5	10.6	2.9	-13.2	-12.6
Inflation (progression annuelle)	2.9	2.4	2.8	2.6	2.4	2.5
<b>Importateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4.8	2.9	3.1	2.9	3.9	4.1
Solde extérieur courant	-2.0	-6.2	-5.2	-4.2	-4.2	-4.2
Solde budgétaire global	-5.1	-8.4	-9.5	-7.9	-7.3	-5.8
Inflation (progression annuelle)	6.8	9.3	9.1	9.4	6.6	6.6
<b>MOAN<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5.4	5.0	2.1	2.6	2.3	3.8
Solde extérieur courant	9.8	13.0	11.0	6.1	-4.0	-4.7
Solde budgétaire global	3.6	3.7	0.8	-2.8	-11.8	-10.1
Inflation (progression annuelle)	7.1	10.0	10.3	6.7	6.4	5.8
<b>Importateurs de pétrole de la région MOAN</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4.8	2.0	2.8	2.4	3.8	4.0
Solde extérieur courant	-2.6	-8.4	-7.3	-5.7	-5.9	-5.9
Solde budgétaire global	-5.7	-8.6	-10.4	-9.7	-8.6	-6.9
Inflation (progression annuelle)	6.2	8.6	10.1	10.0	7.9	7.8

Sources: Autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données relatives à la période 2011–16 excluent la République arabe syrienne.

Notes: Les données se rapportent aux exercices indiqués pour les pays correspondants: Afghanistan (21 mars/20 mars) jusqu'en 2011 et 21 décembre /20 décembre par la suite, Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays importateurs de pétrole de la région MOAN: Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie. MOAN: MOANAP moins l'Afghanistan et le Pakistan.

Pays arabes en transition (hormis la Libye): Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.